

Appel à contributions

Confiance et vérités

Coordination : Christophe Pons et Benoît Fliche

Contact : Comité de rédaction RSS <rss@misha.fr>

Le numéro paraîtra 1^e semestre 2022

– Remise des résumés et des mots-clés en français et en anglais (4 000 signes, espaces compris) accompagnés d'une bibliographie et d'une brève notice bio-bibliographique pour le **30 novembre 2020**.

– Remise des articles en français ou en anglais (40 000 signes, espaces compris) avant **15 mai 2021**. Ils seront soumis à une expertise à double aveugle

– Les auteurs sont priés de se conformer aux consignes de présentation de la revue <<https://journals.openedition.org/revss/448>>

Lors de l'élection du dernier président des États Unis d'Amérique, une crise sans précédent a vu le jour dans les démocraties occidentales avec les *fake news*, comme si elles avaient oublié que la désinformation, la manipulation des faits et la propagande étaient de vieux outils politiques. Plus largement, cet épisode a mis en scène une crise globale de la perte de confiance aux institutions qui sont censées garantir la vérité. Au-delà du politique, la science, qui fut longtemps une grande productrice de vérités jugées universelles et atemporelles, n'est pas non plus épargnée. Désormais, comme toute institution historique, elle souffre d'une perte d'autorité légitime et les vérités qu'elle délivre sont mises au niveau de celles qui sont produites en quantité par d'autres instances de savoir (Darmon 2019). Les vérités sont ainsi en concurrence (sinon en contradiction) dans la mesure où leur critère de reconnaissance n'est plus la démonstration d'universalité mais l'octroi d'un crédit particulier dans la rapidité d'acquisition de suiveurs en grand nombre. Nous faisons ici l'hypothèse que, loin donc de la *mise en doute* comme mode de validation dans la démarche scientifique, la production des vérités aurait tendance à présent à davantage opérer sur le registre de la foi et l'argument de la certitude.

Il est délicat de dire si cette bascule est historiquement nouvelle; sans doute renvoie-t-elle à une posture récurrente, comme en témoigne l'opposition de longue durée entre science et religion. Mais elle atteint cependant un seuil jusqu'alors inégalé, notamment parce qu'elle se dilue au-delà de ses secteurs classiques. En effet, jamais la pluralité des instances productrices de vérités n'a été aussi forte et aussi diversifiée qu'aujourd'hui, y compris au sein des mêmes champs ou des postures s'opposent: ainsi dans le domaine des

sciences, des religions, des politiques, des subjectivités, du médical, des soins, des valeurs et économies morales. Dans tous ces domaines se pose avec une nouvelle acuité le défi de penser le pluralisme dans un volume universel global, où ce qui advient dans un coin de la planète a des effets dans d'autres. Le relativisme et la confrontation en sont dès lors inéluctables car ils sont une conséquence logique de l'accroissement de la surface d'inconnue induite par l'augmentation du volume (Lacan 2011). Imaginons par exemple la science comme un ballon que l'on gonflerait. Le volume à l'intérieur du ballon est ce que nous savons. Plus le ballon grossit, plus sa surface avec l'inconnu augmente, si bien que nous pouvons dire que plus on sait et plus on augmente la surface des concurrences entre les vérités invérifiables.

La confiance est un thème ancien des sciences sociales et a d'abord été abordé comme le ciment vertueux du lien social (Durkheim 1893; Weber 1920; Simmel 1950), puis comme stratégie dans les analyses de psycho-anthropologie (Cook 2001) ou les théories culturelles de l'esprit (Robbins 2008). Comme le souligne M. Carey (2017), l'analyse de la méfiance fut plus tardive et longtemps perçue comme son pendant non-vertueux; depuis peu cependant des développements en renouvellent et complexifient l'approche (Boltanski 2012; Allard, Carey, Renault 2016). De son côté, la vérité fut beaucoup questionnée par les analyses juridiques et scientifiques de l'administration de la preuve (Dupret 2011; Allard 2014; Ben Hounet, Puccio 2016) mais est confrontée, par la philosophie, au problème de la contingence en sciences (Meillassoux 2006; Badiou 2017), à l'historicisme subjectif des discours de vérité (Foucault 1969; Cassin 2012) et aux certitudes morales des régimes de vérité

(Latour 2012; Fassin, Eideliman 2012). C'est à ce croisement que confiance et vérité forment une boucle, dont ce numéro thématique veut faire un couplage particulièrement heuristique pour comprendre de nombreux faits sociaux contemporains. Parmi les thématiques que les coordinateurs de l'appel souhaiteraient voir développées dans ce numéro, on notera les formes politiques et sociales d'articulation des liens de confiance dans le vivre ensemble; le pluralisme et l'universalisme religieux; les processus d'identification et d'affirmation subjectives de soi; enfin la vérité scientifique. Cet ensemble ne constitue pas un patchwork échafaudé au hasard, dont l'enjeu serait de dire où est le vrai, ou pire de dresser une liste des épinglés au pilori du faux et du pseudo. Il s'agit au contraire d'une quadrature articulée et interdépendante (le politique, le spirituel, le subjectif et le savant) vis-à-vis de laquelle on tiendra une réflexion distanciée sur les processus de construction du vrai et la manière dont ils se nourrissent de rapports d'altérité.

À partir d'études de cas concrets, basés sur des recherches empiriques solides, les propositions pourront aborder les variations de l'articulation entre confiance et vérité. Les articles attendus peuvent s'insérer dans un des quatre champs: le politique et les modèles sociaux d'organisation; le religieux, les concurrences et universalismes; la production des subjectivités; la science et la légitimité du savoir. Tous les domaines et terrains d'investigations sont appréhendables, sans exclusion.

On pourra observer comment l'articulation confiance-vérités est au travail dans les situations de crises (économiques, sanitaires, migratoires, écologiques...); comment ces situations conjoncturelles, pourtant prévisibles, surprennent toujours dans leurs déclinaisons médiatico-

politiques (fakenews, multiplication des savoirs experts...), religieuses (dissidences, hérésies...), scientifiques (positivismes, recherches du pseudo-...) et leur capacité à redéfinir les périmètres de la légitimité. On pourra interroger les zones grises entre « complotismes », « collapsologismes », utopismes, scepticismes, loyalismes. Les crises globales encore (écologiques, sanitaires...), impliquent une chute de confiance en l'humanité et l'occasion d'en blâmer l'irresponsabilité. S'ensuit le souhait de la déresponsabiliser totalement avec l'octroi de la légitimité à une autre instance (trans-humaniste, animaliste, gaïaiste...). Le post-humanisme peut dès lors devenir une coalition dressée contre l'homme, au profit d'une survie de la vie.

Dans le politique, on suggère souvent que la confiance n'est pas – ou n'est plus – une conséquence de la validation de la vérité, mais tend plutôt à être le modus operandi de sa reconnaissance et représentation. Ce glissement est associé au constat d'une transformation du commun et de ce qui constitue le lien social du vivre ensemble dans des sociétés plurielles où, dit-on, se pose sans cesse la question de savoir en qui faire (avoir/donner sa) confiance. Pourtant, de longue date, l'anthropologie connaît une variété de modèles culturels d'organisation du vivre ensemble qui témoignent du fait que le social n'est pas systématiquement bâti sur des rapports de confiance; d'autres modèles existent (notamment d'incertitude, de défiance, de prédation, d'affection et même d'amour...) qui méritent d'être mobilisés pour repenser la pluralité des formes et transformations du lien social aujourd'hui (réseaux sociaux, appartenances diffuses, engagements...).

Directement en lien avec le politique et les questions de gouvernance, le champ du religieux est singulièrement privilégié pour l'observation et l'analyse de cette relation de confiance et vérité. Dans les sociétés contemporaines, les offres d'appartenances religieuses se sont multipliées – non seulement entre les religions mais aussi au sein des dénominations de chacune d'elles – en opérant sur les registres à la fois de l'affection (voire la passion) et de la vérité absolue. La concurrence issue de la pluralité religieuse met dès lors en exergue des enjeux extrêmement contemporains autour du vivre ensemble et pointe l'inévitable hiatus qui consiste à devoir penser ensemble des économies morales divergentes, revendicatrices de particularismes distinctifs, qui doivent pourtant trouver leur place sous une unique bannière universaliste.

La vérité révélée n'est pas une loi dont seules les religions auraient le privilège. L'épistémologie occidentale l'applique notamment au concept moderne et libéral de sujet, dénommé ego, qui s'est historiquement constitué comme dépositaire de

la vérité de soi; parce que ce sujet a été pensé dans une relation d'identité entre le « je » et le « soi » (Descombes 2004), parce que « sujet » et « agence » sont devenus synonymes (Mahmood 2005), parce que cette relation de confiance en la vérité du sujet a donné naissance à « l'homme politique » (Foucault 2001). Aujourd'hui, une fois encore dans les sociétés contemporaines, cette vérité du sujet est devenue un enjeu majeur auquel chacun est sommé de répondre. Être soi-même, dans sa vérité propre, est ainsi le mot d'ordre auquel est voué une confiance aveugle, sans même interroger la validité des termes de la proposition; pourtant ceux-ci ne vont pas de soi (de Libera 2007). Dans les cas très contemporains de disparitions (dépressions, handicaps psychiques...) et de transformations (de genre, de foi, d'engagements...), l'articulation de ce lien entre confiance-vérité est à la fois mis à mal mais tout aussitôt rappelé à l'ordre socialement, sur un mode injonctif de légitimation du soi par soi et par les autres.

De ces trois domaines (le politique, le religieux et le subjectif) où se noue la relation confiance-vérité, la science n'est jamais absente et presque systématiquement dans une posture ambivalente. Au regard de la vérité, la science détient-elle une position différente, surplombante ou d'autorité? L'a-t-elle détenue et, si oui, est-ce encore le cas? Est-ce simplement légitime? A minima, on actera du fait que les sciences (et notamment sociales et humaines) sont constamment apostrophées dans ce sens par des pans de la société civile qui attendent d'elles ce rôle de valideur de la vérité. Mais symétriquement ces mêmes sciences sont tout autant mises à mal par d'autres discours (de vérité) qui leur contestent cette qualité. Une attention particulière sera accordée à l'analyse des usages (politiques, médicaux, religieux, économiques...) de ces sciences dans la cité, au regard que portent les sociétés civiles sur elles en tant qu'elles seraient pourvoyeuses de vérité, ou encore aux vertiges médiatiques dans lesquelles elles se retrouvent parfois prises. Se pose ainsi la question de savoir si les sciences doivent, pour être créditées, faire croire qu'elles ont pour fonction de produire des vérités, même si cela est à l'inverse de leur geste inaugural?

Dès lors, cette qualité – admise ou démise – ne se rapporte pas seulement à la relation que les sciences entretiennent avec les sociétés civiles mais aussi avec elles-mêmes, en leur sein. Il ne s'agira surtout pas de saisir le thème des impostures et des fraudes scientifiques. Mais plutôt de documenter comment la mise en doute systématique, qui est au fondement de la démarche scientifique, implique des prises de risque épistémologique qui nécessitent, pour être tentées, d'effondrer les supports de la vérité acquise auxquels « on » faisait

confiance jusqu'alors; et par là même questionner les frais qu'implique toute tentative de « refondation », de « tournant » ou de « révision » théorique.

Références

- Allard J. et al. (2014), *La Vérité en procès. Les juges et la vérité politique*, Paris, LGDJ.
- Allard O., Carey M., Renault R. (2016), « De l'art de se méfier », *Tracés*, 31, 2, p. 7-20.
- Badiou A. (2017), *Vérité et sujet*, Paris, Fayard.
- Ben Hounet Y., Puccio-Den D. (2016), « Introduction. Intentionnalité, vérité et preuve », *Cahiers d'anthropologie sociale*, 1, 13, p. 9-20.
- Boltanski L. (2012), *Enigmes et complots*, Paris, Gallimard.
- Carey M. (2017), *Mistrust. An Ethnographic Theory*, Chicago, Hau Book.
- Cassin B. 2012, *Jacques le Sophiste. Lacan, logos et psychanalyse*, Paris, Epel.
- Cook K. S. (ed.) (2001), *Trust in Society*. New York, Russell Sage Foundation.
- Darmon M. (2019), « Connaissances et savoir », *Revue Lacanienne Internationale*, 20, p. 63-67.
- Descombes V. 2004, *Le complément de sujet*, Gallimard, Paris.
- Dupret B. (2011), *Practices of Truth: An Ethnomethodological Inquiry into Arab Contexts*, Amsterdam, John Benjamins.
- Durkheim E. (1893), *De la division du travail social*, Paris, PUF.
- Fassin D., Eideliman J.-S. (2012), *Économies morales contemporaines*, Paris, La Découverte.
- Foucault M. (1969), *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard.
- Foucault M. (2001), *L'herméneutique du sujet*, Paris, Gallimard.
- Lacan J. (2011), *Je parle aux murs*, Paris, Seuil.
- Latour B. (2012), *Enquête sur les modes d'existence. Une anthropologie des Modernes*, Paris, La Découverte.
- Libera (de) A. (2007), *Archéologie du Sujet I. Naissance du Sujet*, Paris, Vrin.
- Mahmood S. (2005), *Politics of Piety: the Islamic Revival and the Feminist Subject*, Princeton, Princeton University Press.
- Meillassoux Q. (2006), *Après la finitude. Essai sur la nécessité de la contingence*, Paris, Seuil.
- Robbins J. (2008), "On not knowing other minds: Confession, intention, and linguistic exchange in a Papua New Guinea community", *Anthropological Quarterly*, 81, 2, p. 421-429.
- Simmel G. (1950), *The sociology of Georg Simmel*, New York, Free Press.
- Weber M. ([1920] 1964), *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon.